

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°5239 - VENDREDI 11 SEPTEMBRE 2026

SOMMET INTERNATIONAL SUR L'ESPACE

Faire entrer le Bassin
du Congo dans l'ère
spatiale

À Paris, lors du sommet international sur l'espace, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a défendu l'approche selon laquelle l'Afrique doit transformer les technologies spatiales en instruments concrets au service de son développement et de sa souveraineté. Pour le chef de l'État congolais, cette ambition prend une résonance particulière avec le Bassin du Congo, patrimoine écologique majeur et régulateur du climat mondial.

Page 16



Le président Denis Sassou N'Guesso délivrant son message

FESTIVAL MONDIAL DE LA JEUNESSE

La délégation congolaise attendue
en Russie

Les participants congolais au festival mondial de la jeunesse posant avec la directrice de la Maison russe

Le Congo sera représenté au Festival international de la jeunesse qui aura lieu du 11 au 17 septembre à Ekaterinbourg en Russie. La rencontre réunira 10000 jeunes venus de 191 pays avec au menu débats, conférences, activités scientifiques, culturelles et sportives ainsi que des échanges autour de l'innovation et du numérique. La directrice de la Maison russe, Maria Fakhruddinova, a reçu la délégation congolaise à Brazzaville avant son départ.

Page 14

VIE ESTUDIANTE

Les campusards
rappelés à l'ordre

La ministre en concertation avec les étudiants de l'ENSAdiac

A la suite des incidents causés par les étudiants du campus de l'École normale supérieure après une coupure d'électricité, la ministre de l'Enseignement supérieur, le Pr Edith Delphine Emmanuel, a haussé le ton, qualifiant cet acte de trouble à l'ordre public. « La

rue n'est pas l'espace du ministère. Nous sommes dans un processus de réhabilitation du réseau électrique national. Ce ne sont pas que les campus qui subissent des délestages », a-t-elle indiqué.

Page 6

ÉLECTION FÉCOFOOT

Les candidats en campagne dès demain

La campagne pour la présidence de la Fédération congolaise de football commence le 12 septembre. Les deux candidats en lice, Carle Boniface Malalou et Éric Alain Mantot, vont devoir dévoiler leurs programmes respectifs pour convaincre le corps électoral. L'élection, elle, aura lieu le 26 du mois en cours.



Le siège de la Fécofoot

Éditorial

Réduire

Page 2

ÉDITORIAL

Réduire

La République du Congo et la communauté internationale ont célébré, le 8 septembre, la Journée internationale de l’alphabétisation. Une occasion d’évaluer les actions entreprises et d’envisager les mesures à mettre en œuvre afin de lutter efficacement contre l’analphabétisme.

Dans son message rendu public à cette occurrence, le gouvernement a annoncé des initiatives destinées à améliorer le taux d’alphabétisme national. Il s’agit, entre autres, de l’ouverture à la rentrée scolaire prochaine de plusieurs centres d’alphabétisation y compris ceux dédiés aux autochtones.

Le Congo affichait dans les années 80 un taux de scolarisation de plus de 90%, selon l’Organisation des Nations unies pour l’éducation, la science et la culture. Le pays a connu un recul et présente actuellement, à en croire le gouvernement, un taux d’analphabétisme de 20%.

Les troubles sociopolitiques survenus dans la décennie 90 et les tensions du début de l’an 2000 figurent parmi les principales causes de cette régression sans oublier l’abandon parental et la déperdition des effectifs d’apprenants dans les classes pédagogiques.

La prise en compte de certaines approches peut aider à réduire le taux d’analphabétisme : la formation des enseignants et leur recrutement à la fonction publique, la révision des curricula et manuels, l’amélioration du cadre de travail, la pérennisation des cantines scolaires sont en mesure de garantir l’animation des centres d’apprentissage et améliorer les statistiques.

Les Dépêches de Brazzaville

COOPÉRATION

Édith Itoua reçue par Olaf Lies à Hanovre

Dans le cadre du renforcement de la coopération entre la République du Congo et l’Allemagne, la cheffe de la diplomatie congolaise, Édith Itoua, a été reçue en début de semaine de la rentrée, à Hanovre, capitale de la Basse-Saxe, par le ministre-président de cet État fédéral allemand, Olaf Lies.



L’ambassadeur Édith Itoua lors de la réception à Hanovre, capitale de la Basse-Saxe/DR

Les échanges entre les deux personnalités ont porté sur les perspectives de consolidation des relations bilatérales entre la République du Congo et les différents Länder allemands. Cette rencontre s’inscrit dans la volonté des deux parties de promouvoir une coopération plus étroite, notamment à travers le développement de relations directes avec les États fédérés allemands, dotés de compétences importantes dans plusieurs domaines de l’action internationale. En fonction depuis mai de l’année dernière, Olaf Lies dirige le gouvernement de la Basse-Saxe. À l’instar des autres Länder allemands, cet État fédéral dispose de compétences lui permettant de développer des initiatives dans les domaines des relations internationales, de la politique européenne ainsi que de la coopération économique et du développement à l’étranger.

Marie Alfred Ngoma

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAc)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directrice de la publication : Bénédicte Pigasse de Capèle

Directrice Générale p.i : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama

Assistante : Leslie Kanga

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,

Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya

Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Pascal Mongo-Slyhm, Roger Ngombé

Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou

Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

ADIAc TV

Coordonnateur : Quentin Loubou

Responsable des programmes: Mildred Moukenga

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.

Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Nana Londole, Jules Tambwe Itagali.

Alain Diasso, Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétaire général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo

Chef de service : Clotilde Ibara

Arnaud Bienvenu Zodialo.

PAO – MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi

Chef de service Maquette : Cyriaque Brice Zoba

Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL-BUREAU DE PARIS

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Dani Ndungidi

ADMINISTRATION - FINANCES

Directeur : Kiobi Chuldrón Abira

Assistant à la direction : Arcade Arnaud Bikondi

Chef de service RHC : Martial Mombongo

Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal Itoua Ossinga

Mbossa Viny, Abira Tachie, Mongo Hurcilla

DIRECTION COMMERCIALE

Responsable commercial : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Djongbot

Olabouré, Marina Zodialho, Mibelle Okollo

Chef de service diffusion : Guylin Ngossima

Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse

Assistante : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala

Adjoint à la direction : Elvy Bombete

Coordonnateur : Rachyd Badila

Adjoint: Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Boris Ebaka

Médiatrice culturelle : Émilie Eyala

Assistant: Eustel Chrispain Stevy Oba

Caissière: Jessica Iloki

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi

Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Directeur : Emmanuel Mbengué

ADIAc

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepechesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél.: (+242) 06 895 06 64

Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Fondateur : Jean-Paul Pigasse

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél : +242 05 200 6565, / Email: contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

DIASPORA

Les militants du PCT France-Europe accueillent le couple présidentiel à Paris

Le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, est arrivé à Paris, le 8 septembre, en provenance de Turquie, accompagné de son épouse, Antoinette Sassou N'Guesso.

Le couple présidentiel a été accueilli, vers 17h00, à l'aéroport international Roissy-Charles-de-Gaulle, par l'ambassadeur du Congo en France, Rodolphe Adada, l'ambassadeur délégué du Congo auprès de l'Unesco, Henri Ossebi, le ministre-conseiller Armand Rémy Balloud-Tabawé, l'attaché de défense, le colonel Norbert Ekouya Ngatsé, ainsi que par des membres de la représentation diplomatique et de la Fédération France-Europe du Parti congolais du travail (PCT).

Venus nombreux, les militants du PCT ont réservé un accueil chaleureux au chef de l'État et à son épouse. Arborant les couleurs du parti, notamment le rouge, ils ont exprimé leur soutien au couple présidentiel à travers des chants et des slogans.

Cette arrivée à Paris intervient après la participation du chef de l'État aux célébrations du 66^e anniversaire de l'indépendance du Congo, le 15 août dernier. Elle fait également suite à l'accueil, à Brazzaville, de la délégation congolaise de la diaspora, à l'initiative du ministre Constant-Serge Bounda.

À Paris, Denis Sassou N'Guesso participe, les 9 et 10 septembre, au premier sommet mondial consacré à l'espace. Cette rencontre réunit plusieurs chefs d'État et de gouvernement, ainsi que des représentants du secteur spatial, autour des enjeux liés à l'avenir de l'espace, à l'innovation et au renforcement de la coopération internationale.

Marie Alfred Ngoma



Arrivée du couple présidentiel à Paris, Roissy CDG, mardi 08 septembre DR

ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

L'assainissement au cœur des priorités du maire de Talangai

Le préfet de Brazzaville, Yves Bodler Ngongo, a intronisé, le 9 septembre, à Brazzaville le nouvel administrateur-maire de l'arrondissement 6, Talangai, Rufin Openza. Ce dernier s'engage à tout mettre en œuvre pour assainir et garantir la sécurité de la zone.

L'administrateur-maire de Talangai, Rufin Openza, remplace à ce poste Privat Frédéric Ndeké. Il aura désormais pour mission de veiller au bien-être de la population de Talangai, a indiqué le préfet de Brazzaville dans ses propos d'intronisation. « Vous êtes administrateur-maire parce que vous avez été nommé par le pouvoir central. L'administrateur-maire d'arrondissement est le représentant du préfet dans l'arrondissement. Par ailleurs, l'administrateur-maire de l'arrondissement est responsable devant le maire de la commune à qui il rend compte et devant lequel il est responsable », a indiqué Yves Bodler Ngongo.

A ce titre, a-t-il fait savoir, l'administrateur maire est tenu de veiller au respect des lois et règlements en vigueur en matière de sécurité, de maintien de l'ordre et de la protection de la population, de prendre les mesures nécessaires à la prévention ou à la lutte contre les calamités susceptibles de mettre en danger la santé, la sécurité des populations et les



Rufin Openza, administrateur-maire de Talangai/Adiac

« La mission qui m'est confiée est grande. Talangai mérite une administration moderne, efficace et proche des citoyens. Dès aujourd'hui, mon action sera guidée par la salubrité, la sécurisation du domaine public, la sécurité, la modernisation de nos services et le dialogue permanent. Chère population de Talangai, je viens avec la volonté de travailler pour et avec vous, la porte de la mairie vous sera ouverte. Ensemble, faisons de Talangai un arrondissement propre, ordonné, sécurisé et solidaire »

activités socioéconomiques dans sa circonscription.

Engagé à transformer Talangai, le nouvel administrateur-maire de cet arrondissement de Brazzaville ambitionne d'y renforcer l'hygiène et la tranquillité publique. « La mission qui m'est confiée est grande. Talangai mérite une administration moderne, efficace et proche des citoyens. Dès aujourd'hui, mon action sera guidée par la salubrité, la sécurisation du domaine public, la sécurité, la modernisation de nos services et le dialogue permanent. Chère population de Talangai, je viens avec la volonté de travailler pour et avec vous, la porte de la mairie vous sera ouverte. Ensemble, faisons de Talangai un arrondissement propre, ordonné, sécurisé et solidaire », a déclaré Rufin Openza.

Le nouveau locataire de Talangai est un ingénieur informaticien des services de l'ex-Office congolais d'informatique, aujourd'hui devenu l'Agence congolaise des systèmes d'information.

Fortuné Ibara

DÉPARTEMENT DE LA BOUENZA

Le Club 2002-PUR se dote d'un nouveau bureau

L'assemblée générale du Club 2002, Parti pour l'unité et la République (Club 2002-PUR) du département de la Bouenza, tenue le 7 septembre à Madingou, a débouché par la mise en place d'un nouveau bureau fédéral présidé par Maurice Bimbeni.

Regroupant les délégués venus des douze districts du département, l'assemblée générale du Club 2002-PUR Bouenza a constitué une étape importante balisant le chemin devant conduire vers la tenue du premier congrès ordinaire du parti. Au terme des travaux, Maurice Bimbeni a été réélu pour un nouveau mandat à la tête du bureau exécutif départemental. Traduisant sa profonde reconnaissance aux cadres et militants qui lui ont renouvelé leur confiance, le président réélu a rappelé que le Club 2002 PUR qui totalise aujourd'hui près d'un quart de siècle constitue l'un des partis les plus structurés du pays. « Je sais que la tâche qui nous attend n'est pas facile, mais avec la cohésion et la bénédiction du Seigneur, rien n'est impossible », a-t-il lâché.

Selon Maurice Bimbeni, l'ancrage de ce parti sur l'échiquier national relève de l'attachement des Congolais à la vision de son président fondateur, le révérend pasteur Wilfrid Guy César N'Guesso. Considérant cette formation politique de la majorité présidentielle comme un espace de rassemblement, d'unité, de solidarité s'appuyant sur les valeurs chrétiennes et humanistes, il s'est engagé à respecter scrupuleusement les textes régissant le fonctionnement du Club 2002-PUR. « Debout comme un seul homme, animés par un seul idéal, nous réaffirmons notre attachement au Club 2002 PUR et travaillons avec l'opiniâtreté pour allumer son feu dans tous les recoins de notre département. Nous sommes tous prêts pour le congrès afin que notre parti reste toujours l'un des piliers de l'action de son Excellence Monsieur le président Denis Sassou N'Guesso », a promis Maurice Bimbeni, rassurant le président fondateur que les militants et sympathisants de la Bouenza restent inébranlables et alliés derrière ses nobles idéaux.



Les délégués nationaux posant avec les membres du bureau élu

puleusement les textes régissant le fonctionnement du Club 2002-PUR. « Debout comme un seul homme, animés par un seul idéal, nous réaffirmons notre attachement au Club 2002 PUR et travaillons avec l'opiniâtreté pour allumer son feu dans tous les recoins de notre département. Nous sommes tous prêts pour le congrès afin que notre parti reste toujours l'un des piliers de l'action de son Excellence Monsieur le président Denis Sassou N'Guesso », a promis Maurice Bimbeni, rassurant le président fondateur que les militants et sympathisants de la Bouenza restent inébranlables et alliés derrière ses nobles idéaux.

Présidant les travaux, le rapporteur général du Comité national de supervision et de coordination du premier congrès ordinaire, Louis-Gabriel Missatou, a rappelé que la tenue de cette assemblée générale est l'exécution d'une mission claire et précise assignée par le président fondateur du Club 2002-PUR. Selon lui, cette mission consiste à poursuivre la préparation soignée du congrès, de faire l'état des lieux de toutes les fédérations et de mettre à jour toutes les instances dirigeantes du parti au niveau fédéral et local. « ... Aujourd'hui, à la croisée des chemins politiques du Club 2002-PUR, nous avons une boussole : c'est la vision, ce sont les orientations de notre président fondateur qui nous assigne la mission d'approprier notre appareil, notre outil politique au congrès qui se tiendra dans les semaines à venir. C'est pour cela que nous nous réjouissons de votre présence massive dans cette salle du conseil départemental de la Bouenza », s'est-il réjoui à l'ouverture des travaux.

les instances dirigeantes du parti au niveau fédéral et local. « ... Aujourd'hui, à la croisée des chemins politiques du Club 2002-PUR, nous avons une boussole : c'est la vision, ce sont les orientations de notre président fondateur qui nous assigne la mission d'approprier notre appareil, notre outil politique au congrès qui se tiendra dans les semaines à venir. C'est pour cela que nous nous réjouissons de votre présence massive dans cette salle du conseil départemental de la Bouenza », s'est-il réjoui à l'ouverture des travaux.

A l'issue des travaux, Louis-Gabriel Missatou s'est félicité de la maturité des participants qui ont permis de mettre en place un bureau exécutif départemental plus inclusif, plus équilibré et plus représentatif de la Bouenza. « Ce bureau, pour l'exercice de son office, bénéficie des textes de base de notre parti, que sont les statuts et le règlement intérieur. Cela doit vous servir de référentiel pour que chacun dans son département, dans sa fonction, puisse jouir de ses prérogatives dans le strict respect des textes de base de notre parti. Nous vous appelons à feuilleter, à pénétrer ces textes pour en faire une application juste et équitable dans l'exercice de vos fonctions », a-t-il exhorté, précisant que le président de la Commission de contrôle et d'évaluation a un rôle cardinal à jouer en tant que gendarme du respect des textes du parti.

Louis-Gabriel Missatou a, par ailleurs, pris acte du message de loyauté et de fidélité que la fédération Club 2002-PUR de la Bouenza a adressé au président fondateur du parti, Wilfrid Guy César N'Guesso. Il a également noté l'appel à une mobilisation générale lancé pour accélérer la marche vers la tenue du congrès du parti.

Parfait Wilfried Douniama

Valentin Madzou élu président du parti dans la Lékoumou

Elu président de la fédération du Club 2002, Parti pour l'unité et la République (PUR) du département de la Lékoumou, à l'issue de l'assemblée générale du 8 septembre à Sibiti, Valentin Madzou a placé son mandat sous le signe de l'union où il n'y a ni anciens ni nouveaux membres.

Parti de la majorité présidentielle, le Club 2002-PUR poursuit sa campagne de restructuration des instances intermédiaires et de base à travers le pays. Après la Bouenza, le tour était revenu au département de la Lékoumou de renouveler ses instances dirigeantes. Désormais à la tête de la fédération du département de la Lékoumou où il préside aux destinées d'un bureau de quinze membres, Valentin Madzou sait à quoi s'atteler.

« La mission que j'ai acceptée de conduire avec l'apport de tout le monde, c'est un mandat d'union : pas d'anciens, pas de nouveaux. Je ne ménagerai aucun effort dans la recherche des solutions idoines pour la bonne marche de notre parti. Le Club 2002-PUR étant un des piliers des partis de la majorité présidentielle, nous vous rassurons de notre détermination pour relever les défis de la démocratie et du bien-être des habitants de notre département », s'est engagé le nouveau président départemental du Club

2002-PUR Lékoumou.

Outre le bureau exécutif départemental, les participants venus des différents districts de la Lékoumou ont mis en place une commission de contrôle et d'évaluation chargée de veiller au bon fonctionnement de l'équipe dirigeante. Une nouvelle équipe appelée à poursuivre la redynamisation des structures du parti dans le département, tout en améliorant leur fonctionnement au plus près des militants. « Des dizaines de milliers de militants frappent à la porte du Club 2002, Parti pour l'unité et la République ici dans le département de la Lékoumou. Soyez donc les artisans d'une gouvernance par les textes dans l'exercice de votre mandat. Faites preuve d'inclusivité, c'est-à-dire fédérez autour de vous. Vous êtes le chef, c'est à vous de tendre la main vers les autres, c'est à vous de rassembler, de fédérer », a exhorté le rapporteur général du Comité national de supervision et de coordination du premier congrès ordinaire, Louis-



Valentin Madzou

Gabriel Missatou.

Les cadres, militants et sympathisants de la Lékoumou ont également réaffirmé leur attachement aux orientations du président fondateur du Club 2002-PUR, le révérend sénateur Wilfrid Guy César N'Guesso. Entouré, entre autres,

du président du comité préparatoire d'organisation du premier congrès ordinaire, Tony Abraham Ossété, et de la secrétaire nationale chargée du genre et de la parité, Mylène Gloria Gassongo, Louis-Gabriel Missatou a rappelé la nécessité du Club 2002-PUR

Lékoumou de garder des convictions ancrées du parti. « Le révérend Wilfrid Guy César N'Guesso nous charge de vous dire qu'ici, dans la Lékoumou, le Club 2002, Parti pour l'unité la République doit garder des convictions ancrées. Le président fondateur nous rappelle que pour nous, le Club 2002-PUR, plus que les convictions, nous avons la foi. Nous avons la foi en Dieu, mais nous avons aussi la foi en nos idéaux, en nos convictions, en tout ce qui nous rassemble, c'est-à-dire en l'amour fraternel, en la concorde, également en la cohésion au sein de notre parti », a rappelé le rapporteur général du comité national de supervision et de coordination du premier congrès ordinaire.

Notons qu'après la tenue de cette assemblée générale, les yeux des membres du Club 2002-PUR Lékoumou sont désormais tournés vers le congrès départemental en prélude du premier congrès national ordinaire du parti.

P.W.D.

TRANSPORT AÉRIEN

Royal Air Maroc prépare son retour au Congo

Le ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Josué Rodrigue Ngouonimba, a reçu en audience, le 8 septembre, à Brazzaville, le nouveau directeur général de Royal Air Maroc au Congo (RAM), Fouad Razak, présenté par l'ambassadrice du Maroc en République du Congo, Najoua El Berrak. Au cœur des échanges, les conditions de la reprise prochaine des vols de la compagnie marocaine vers Brazzaville et Pointe-Noire.

Après plusieurs mois de suspension, Royal Air Maroc envisage de renouer avec le marché congolais. Si aucune date officielle de reprise n'a encore été annoncée, les autorités congolaises et marocaines travaillent à la résolution des dernières questions techniques nécessaires au retour de la compagnie.

« Nous avons parlé des conditions qui vont faire revenir les vols de RAM. Il y a eu une suspension pendant un certain moment et maintenant nous discutons pour que RAM revienne dans les meilleures conditions possibles et dans les meilleurs délais », a expliqué Najoua El Berrak à l'issue de l'audience.

La présentation du nouveau directeur général de RAM au ministre des Transports s'inscrit dans cette dynamique. Fouad Razak devra notamment travailler avec les autorités congolaises et les responsables des plateformes aéroportuaires afin de préparer la reprise des acti-



Les deux parties en discussion/DR

vités de la compagnie.

Brazzaville et Pointe-Noire sont particulièrement concernées par cette perspective. « Nous allons essayer, avec monsieur le directeur général, de travailler avec l'aéroport de Brazzaville et celui de Pointe-Noire », a précisé l'ambassadrice du Ma-

roc au Congo.

Au-delà de la desserte aérienne, l'audience a permis d'aborder la coopération entre le Congo et le Maroc dans le domaine des transports. Najoua El Berrak a notamment invité le ministre des Transports à participer au troisième Salon international

des transports, prévu en octobre prochain à Casablanca. Plusieurs pays africains sont attendus à cette rencontre consacrée entre autres aux moyens de renforcer l'interconnexion entre les Etats du continent. Le retour de Royal Air Maroc contribuerait ainsi au renfor-

cement des échanges entre le Congo et le Maroc. Grâce à son hub de Casablanca, la compagnie pourrait également faciliter les correspondances des voyageurs congolais vers plusieurs destinations africaines et internationales.

Gloria Imelda Lossele

FONDATION ODZALA-KOKOUA-LOSSI

L'équipe dirigeante désormais au complet

Après près de deux ans d'attente, l'unité de gestion du Parc national d'Odzala-Kokoua (Pnok) et du Sanctuaire de Gorilles de Lossi (Sgl) dispose désormais de tous ses postes clés pourvus au sein de ses directions. Une avancée majeure saluée lors de la revue semestrielle tenue en juin dernier, qui marque un tournant dans la conduite des missions de conservation, de développement communautaire et de lutte contre le braconnage.

Au cours des derniers mois, plusieurs recrutements stratégiques sont venus renforcer l'encadrement technique et opérationnel de la Fondation Odzala-Kokoua-Lossi (FOKL). Le Dr Luc Tédonzong a ainsi été recruté chef du département de conservation. Spécialiste en écologie spatiale et conservation, il apporte plus de treize années d'expertise acquise en Afrique centrale et de l'Ouest.

Par ailleurs, la Fondation a également accueilli en avril 2026 Fily Kanté en qualité de mentor pour l'application de la loi au sein du département de Lutte anti-braconnage (LAB), fort d'une expérience dans la lutte contre les activités illégales affectant la biodiversité.

Trois autres profils sont également venus consolider l'architecture opérationnelle du paysage avec la mise à disposition de la Fokl de trois agents des Eaux et Forêts par le ministère de l'Économie forestière. Il s'agit du commandant Symphorien Ngama, nommé chef du département de LAB ; du lieutenant



L'équipe dirigeante de la Fondation Odzala-Kokoua-Lossi/DR

Ghislain Bakebila en tant que chef du secteur Nord, basé à Kokoua ; et du lieutenant Abel Andzamba, désigné chef du Secteur Est, basé à Imbalanga. Ces recrutements répondent aux dispositions spécifiques du partenariat public-privé liant African Parks et le gouvernement de la République du Congo pour la gestion du Pnok et du Sgl.

Les nouveaux responsables ont ensuite pris part à un programme d'intégration au sein de

la Fondation, à travers une série de rencontres avec les responsables de départements et leurs équipes. Ces échanges ont permis de présenter le mandat de la Fondation, les rôles et responsabilités de chaque service, les procédures opérationnelles standard, les méthodes de travail, les mécanismes de planification et de rapportage, ainsi que les systèmes de gouvernance. Pour le nouveau responsable en charge de la LAB, Symphorien Ngama,

cette rencontre a été d'une étape importante « car cela permettra de connaître tout le monde, mais surtout de nous familiariser avec les procédures et les activités du Pnok et du SGL », a-t-il déclaré. Abondant dans le même sens, Abel Andzamba et Ghislain Bakebila ont souligné l'intérêt de ces rencontres pour mieux appréhender les enjeux du paysage et renforcer la coordination des équipes sur le terrain.

Un autre renfort est à signaler au niveau régional avec la nomination au sein d'African Parks de Naftali Honig au poste de Responsable régional des opérations pour le Congo et la République Démocratique du Congo. Cette nomination permettra de renforcer l'accompagnement stratégique et opérationnel des paysages gérés par African Parks en partenariat avec les gouvernements des deux pays, tout en favorisant le partage d'expériences au sein du réseau. Désormais dotée d'une équipe de gestion complète, la Fondation aborde la seconde moitié de l'année 2026 avec des atouts renouvelés.

Au-delà de la mise en place des ressources humaines nécessaires à l'accomplissement de ses missions, cette réunion semestrielle a aussi permis de faire le point sur l'exécution du Plan de travail annuel 2026, de définir les priorités pour le second semestre et d'esquisser les grandes lignes de la planification budgétaire pour l'exercice 2027.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

VIE ESTUDIANTINE

Les campusards rappelés à l'ordre

La ministre de l'Enseignement supérieur, Edith Delphine Emmanuel, a convoqué le 9 septembre à Brazzaville une réunion de concertation avec les étudiants du campus de l'École normale supérieure (ENS) et les gérants des campus de l'université Marien-Ngouabi à la suite des incidents générés par les étudiants après une coupure d'électricité dans leurs logements

Tout part d'une panne d'électricité qui a privé le campus de courant pendant plusieurs jours. Selon le récit détaillé d'un étudiant résident, des agents de la société Energie électrique du Congo seraient intervenus à plusieurs reprises, déposant un premier transformateur qui a explosé, puis un second. Mais les étudiants ont découvert que l'intervention avait été effectuée de façon frauduleuse. « On a compris que ces messieurs n'ont pas de salaire. Voilà pourquoi ils ont pris l'initiative de venir couper au niveau des transformateurs », a témoigné l'étudiant. Il a indiqué que c'est à cause de cette situation que certains étudiants ont voulu manifester leur mécontentement. La ministre de l'Enseignement supérieur après avoir écouté les motifs de cette manifestation, en présence du président de l'université Marien-Ngouabi, a trouvé inacceptables ces incidents qui ont troublé l'ordre public. « La rue n'est pas l'espace du ministère », a souligné Edith Delphine Emmanuel. Elle n'a pas manqué de relever

l'incohérence du motif invoqué par les étudiants. « Ce ne sont pas seulement les campus qui subissent des délestages. Nous sommes dans un processus de réhabilitation du réseau national. Ce sont tous les habitants de Brazzaville et d'ailleurs qui sont victimes du délestage », a-t-elle fait savoir, pointant du doigt également la présence dans les campus des personnes qui ne sont plus ou qui ne sont pas étudiants.

La situation des étudiants dans les campus

La ministre a rappelé aux étudiants que leur présence dans les campus ne résulte que d'une « tolérance parce qu'en l'état, les campus ne remplissent pas les conditions pour pouvoir héberger les étudiants », a-t-elle déclaré. La décision de fermeture des campus, qui avait été actée depuis plusieurs années, s'était confrontée à des difficultés parce que « les occupants bien qu'étant insalubres, conditionnent la sortie des campus par le versement



La ministre en concertation avec les étudiants de l'ENSAdiac

d'une allocation », a-t-elle expliqué. Selon ses dires, les étudiants réclamaient 300 000 francs CFA par personne, pour un total d'environ 1800 étudiants, soit près de 350 millions de francs CFA avant d'accepter de libérer les lieux, alors que des sociétés avaient déjà été sélectionnées pour entamer les travaux de réhabilitation des campus de l'université Marien-Ngouabi. « Nous nous heurtons à cette exigence des étudiants », a

déploré la ministre. Rappelant que le gouvernement a repris le paiement des bourses depuis octobre 2024, elle a balayé l'argument selon lequel les étudiants ne pouvaient pas quitter les campus faute de ressources. Présent à cette réunion, le président de l'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo, Christian Grégoire Epouma, a plaidé pour une solution pacifique et a présenté les excuses de la communauté parentale pour les débordements.

Il a également appelé les étudiants à ne pas se laisser manipuler et a insisté sur la nécessité d'accompagner les étudiants dans leur sortie des campus. La ministre a réaffirmé sa détermination à faire libérer les campus pour permettre leur réhabilitation. « Ensemble, nous allons créer les conditions pour que nous puissions sortir, et pour que vous puissiez avoir des campus réhabilités où il fera bon pour étudier ». Jean Pascal Mongo-Slyhm

ÉDUCATION NON FORMELLE

Une campagne en faveur de l'alphabétisation

Au lendemain de la célébration de la Journée internationale de l'alphabétisation, la direction générale de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle a lancé le 9 septembre à Brazzaville une campagne de sensibilisation à l'endroit de toutes les couches sociales, particulièrement celles qui ont quitté prématurément l'école ou qui n'ont jamais eu la possibilité d'y accéder.

La 60e Journée internationale de l'alphabétisation est célébrée cette année sur le thème « L'alphabétisation pour les personnes, la planète et la prospérité ». La campagne de sensibilisation lancée traduit dans les faits le message contenu dans ce thème, a indiqué le directeur général de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle, Rémy Alain Blaise Boumba. Les treize équipes déployées, pour cette campagne, dans les marchés et les places publiques de tous les arrondissements de Brazzaville sont en mission en faveur de l'alphabétisation, a-t-il poursuivi. « Ces équipes doivent permettre d'aller directement à la rencontre de la population. Leur expliquer l'importance de l'apprentissage et les orienter vers les possibilités offertes par notre dispositif



Les participants à la campagne de sensibilisation/Adiac

« Soyez à l'écoute de la population, prenez le temps de comprendre leurs préoccupations, orientez les vers les structures appropriées, ces centres d'alphabétisation selon les cas et les écoles spéciales »

d'alphabétisation et de l'éducation non formelle », a expliqué Rémy Alain Blaise Boumba. Le message porté est simple : « Il n'est jamais trop tard pour apprendre », car apprendre est un processus qui accompagne l'humain tout au long de la vie. L'alphabétisation, a rappelé le directeur général, n'est ni une faveur ni une source de stigmatisation. Elle constitue une opportunité, un droit et un moyen de renforcer l'autonomie, l'insertion socio-professionnelle. « Soyez à l'écoute de la population, prenez le temps de comprendre leurs préoccupations, orientez les vers les structures appropriées, ces centres d'alphabétisation selon les cas et les écoles spéciales », a-t-il déclaré en mettant en route les équipes de sensibilisation. Rominique Makaya

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les pays africains appelés à investir davantage dans les filières agricoles

Réunis à Kigali, au Rwanda, dans le cadre du Forum africain sur les systèmes alimentaires, les acteurs du secteur agricole africain ont insisté sur le renforcement des investissements en faveur des filières agricoles. L'enjeu consiste notamment à faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises (PME) agricoles aux financements, afin d'accélérer la transformation des systèmes alimentaires et de renforcer durablement la sécurité alimentaire du continent.

La transformation de l'agriculture africaine passe désormais par une meilleure mobilisation des financements en faveur des entreprises qui contribuent directement à l'approvisionnement des marchés. C'est l'un des principaux enjeux soulevés lors du Forum africain sur les systèmes alimentaires, qui s'est tenu récemment à Kigali. Alors que d'importantes ressources financières sont mobilisées en faveur du développement agricole, une partie significative de ces capitaux peine encore à parvenir aux PME agricoles locales. Ces entreprises jouent pourtant un rôle essentiel dans les chaînes de valeur alimentaires, de la production à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles. Le défi pour les pays africains ne consiste donc plus uniquement à mobiliser des ressources, mais également à améliorer les mécanismes permettant d'orienter ces financements vers les acteurs qui en ont le plus besoin. La création d'un lien plus étroit entre les politiques publiques, les investisseurs et les entreprises agricoles apparaît ainsi comme une priorité.



La mécanisation de l'agriculture devenue une nécessité DR

Intervenant lors des travaux du forum, le directeur exécutif adjoint et responsable de la Direction de la mise en œuvre de la croissance verte au Global Green Growth Institute, Dr Mallé Fofana, a évoqué les difficultés qui empêchent encore les capitaux

internationaux d'atteindre les entreprises agricoles locales. Selon lui, l'un des freins concerne le manque de soutien aux entreprises afin de les rendre attractives pour les établissements financiers et les investisseurs privés. Beaucoup de PME agricoles

disposent d'un potentiel de croissance important, mais restent confrontées à des difficultés liées à la structuration de leurs activités, à la gestion financière et à leur capacité à présenter des projets suffisamment bancables. Le renforcement des modèles

économiques constitue, en effet, un levier déterminant. L'amélioration de la gouvernance, de la gestion financière et de la planification des investissements pourrait, d'après les experts, permettre à davantage d'entreprises agricoles de franchir le cap entre le stade de projet prometteur et celui d'entreprise capable d'accéder aux financements commerciaux.

Les participants au forum ont également mis l'accent sur le rôle que pourrait jouer le financement mixte dans le développement des filières agricoles africaines. Ce mécanisme consiste à associer des ressources publiques ou provenant d'institutions de développement à des capitaux privés. Une telle approche permettrait notamment de réduire les risques auxquels sont confrontés les banques et les autres investisseurs lorsqu'ils financent des entreprises agricoles. En partageant une partie des risques, les acteurs publics et les institutions de développement pourraient ainsi encourager les établissements financiers à accroître leurs interventions dans le secteur.

Fiacre Kombo

UE-AFRIQUE

Le commerce agroalimentaire révèle les fragilités de l'Afrique centrale

Les échanges agroalimentaires entre l'Union européenne et l'Afrique au premier semestre 2026 confirment une réalité contrastée : le continent reste un fournisseur majeur de produits agricoles pour le marché européen, mais plusieurs économies africaines demeurent fortement exposées à la volatilité des cours mondiaux. En Afrique centrale, le recul des exportations du Cameroun constitue un signal particulièrement important.

Publié fin août, le rapport de suivi du commerce agroalimentaire de l'Union européenne fait apparaître des évolutions très différentes, selon les partenaires africains. La baisse des prix du cacao explique une partie importante du recul enregistré par plusieurs fournisseurs. La Côte d'Ivoire reste ainsi le premier fournisseur africain recensé par la Commission européenne, avec 4,11 milliards d'euros d'exportations agroalimentaires vers l'UE au premier semestre 2026, malgré une baisse de 19 % sur un an. Le Maroc suit avec 2,46 milliards d'euros, en progression de 1 %, devant l'Égypte, à 1,63 milliard. Mais derrière ces chiffres se dessine une autre réalité : la valeur des exportations peut reculer fortement sans que les volumes agricoles diminuent dans les mêmes proportions. Le rapport attribue notamment la baisse mondiale

des importations européennes de café, thé, cacao et épices à la chute des prix du cacao, évaluée à 26 % sur la période.

Le Cameroun, un signal pour l'Afrique centrale

Le cas camerounais mérite une attention particulière. Les importations agroalimentaires européennes en provenance du Cameroun ont diminué de 43 %, soit une baisse de 536 millions d'euros. Elles se sont établies à 706 millions d'euros au premier semestre 2026. Ce recul ne doit toutefois pas être interprété comme un effondrement général de l'agriculture camerounaise. Les données fournies montrent surtout l'effet de la conjoncture des marchés internationaux sur la valeur des échanges. Elles soulignent néanmoins la vulnérabilité d'une économie dont certaines recettes d'exportation restent liées à des

matières premières agricoles soumises à de fortes fluctuations de prix. Pour l'Afrique centrale, la question dépasse donc le seul Cameroun. La région dispose d'un potentiel agricole considérable, mais demeure confrontée à des déficits d'infrastructures, de transformation industrielle, de logistique et d'accès aux marchés.

Le paradoxe d'un commerce encore peu transformé

L'enjeu est désormais de mieux capter la valeur ajoutée. Exporter davantage de produits transformés permettrait potentiellement de réduire l'exposition aux seules variations des cours des matières premières et de créer davantage d'emplois industriels. Le contraste avec d'autres partenaires africains est instructif. L'Égypte enregistre une hausse de 11 % de ses exportations agroalimentaires vers l'UE, à 1,63

milliard d'euros, tandis que les exportations européennes vers le pays progressent de 28 %, notamment grâce au blé. Le Maroc demeure, pour sa part, le premier marché africain cité pour les produits agroalimentaires européens, avec 1,72 milliard d'euros d'exportations européennes, malgré un recul de 10 %. Pour la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, le message est clair : l'enjeu n'est pas seulement d'augmenter les exportations agricoles, mais de transformer localement davantage, diversifier les débouchés et réduire la vulnérabilité aux cours mondiaux. Le commerce UE-Afrique reste une opportunité majeure. Pour l'Afrique centrale, il doit désormais devenir davantage un levier d'industrialisation qu'un simple canal d'exportation de matières premières.

Noël Ndong

CONGO-FRANCE

Denis Sassou N’Guesso et Emmanuel Macron en tête-à-tête à l’Élysée

Le président de la République, Denis Sassou N’Guesso, et son homologue français, Emmanuel Macron, se sont entretenus, le 9 septembre à l’Élysée, dans le cadre d’un tête-à-tête consacré aux principaux enjeux de la coopération entre le Congo et la France, ainsi qu’aux questions régionales et internationales d’intérêt commun.

L’entretien entre Denis Sassou N’Guesso et Emmanuel Macron s’est inscrit dans un contexte marqué par la volonté des deux pays de consolider leur partenariat et d’explorer de nouvelles perspectives de coopération. Au cours des échanges, les deux dirigeants ont notamment abordé le partenariat économique, en faisant le point sur les investissements français au Congo et les perspectives de leur renforcement. Une attention particulière a été accordée aux secteurs stratégiques de l’énergie et des infrastructures, considérés comme des leviers essentiels du développement économique et de la transformation du pays.

Denis Sassou N’Guesso



Sassou N’Guesso et Macron au palais de l’Élysée/DR

et Emmanuel Macron ont également examiné les questions climatiques et environnementales, avec un accent sur les mécanismes de financement de la protection des écosystèmes du bassin du Congo. En sa qualité de président de la Commission climat du bassin du Congo, Denis Sassou N’Guesso milite

pour la valorisation des crédits carbone, le financement de la biodiversité ainsi que la mobilisation des ressources destinées au Fonds bleu pour le bassin du Congo. La situation sécuritaire en Afrique centrale et dans la région des Grands Lacs a aussi figuré parmi les sujets évoqués. Les deux présidents ont échangé leurs vues sur les principaux foyers de tension dans cette partie du continent ainsi que sur les initiatives susceptibles de contribuer à la préservation de la paix et de la stabilité régionales. Dans ce contexte, le rôle de médiateur et de facilitateur joué par Brazzaville dans la recherche de solutions concertées a également été souligné.

Fiacre Kombo

ATELIER 5
ESPACE BEAUTÉ

Parce que vous méritez notre expertise

FORFAITS DÉCOUVERTE

Offre exclusive · Réservée aux nouvelles clientes · 1 utilisation par cliente

DÉCOUVERTE
«MON PREMIER ÉCLAT»

Hammam – 1 heure
Soin visage flash éclat – 1 heure
Pose vernis normal

Bon de réduction -20% sur l'achat de produits

50 000 FCFA

35 000 FCFA

ÉCONOMIE : 15 000 FCFA • -30%

DÉCOUVERTE
«BEAUTÉ INITIATION»

Shampooing traitant + Brushing
Massage relaxant – 1 heure
Épilation sourcils

Bon de réduction -20% sur l'achat de produits

50 000 FCFA

35 000 FCFA

ÉCONOMIE : 15 000 FCFA • -30%

NOS FORFAITS BIEN-ÊTRE

Consultez votre conseillère pour composer votre séjour idéal

Éclat Total

99 000 FCFA

Pause Bien-Être

59 000 FCFA

Beauté du Quotidien

55 000 FCFA

Reine d’un Jour

95 000 FCFA

Harmonie Couple

100 000 FCFA

Corps Sublimé

60 000 FCFA

Épilation Complète

45 000 FCFA

Abonnement Mensuel

49 000 FCFA/mois

Hammam · Gommage en grain · Massage relaxant · Soin visage unifiant · Manucure + Pédicure · Pose vernis permanent

Journée complète – économie de 36 000 FCFA

Hammam (1h) · Massage relaxant (1h) · Soin visage flash éclat (1h) · Pose vernis normal

Demi-journée – économie de 21 000 FCFA

Soins complets cheveux · Brushing · Manucure (45 min) · Pédicure (1h) · Épilation sourcils + lèvre

3 heures environ – économie de 20 000 FCFA

Soins cheveux · Tissage avec frontale · Soin visage unifiant · Maquillage de cérémonie · Manucure + Pédicure · Épilation sourcils

Événements & cérémonies – économie de 35 000 FCFA

Hammam (1h) · Massage relaxant · Manucure + Pédicure · Soin visage unifiant – pour 2 personnes

Forfait existant Atelier 5

Hammam (1h) · Gommage en grain (45 min) · Soins drainants jambes (45 min) · Massage de pieds (30 min)

Détox corps – économie de 20 000 FCFA

Aisselles · Jambes complètes · Bikini intégral · Sourcils · Lèvre supérieure

Toutes zones en 1 séance – économie de 15 000 FCFA

Shampooing + Brushing · Manucure · Pose vernis permanent · Soin visage (au choix) – engagement 3 mois

Valeur mensuelle 70 000 FCFA – économie de 21 000 FCFA/mois

CONDITIONS & INFORMATIONS

Les forfaits Découverte sont réservés aux nouvelles clientes, non cumulables, sur rendez-vous uniquement.

-Un bon de réduction de -20% est offert sur l’achat de produits à l’issue de tout forfait Découverte.

-Les forfaits sont disponibles sur rendez-vous. Annulation gratuite jusqu’à 24h avant la séance.

-L’Abonnement Mensuel est soumis à un engagement minimum de 3 mois.

-Tous les prix sont exprimés en FCFA et incluent les prestations mentionnées.

ATELIER 5 – SALON DE BEAUTÉ

Av. Amilcar Cabral, 1^{er} étage, Tours Jumelles · Face Radisson Blu Hôtel · Centre-ville, Brazzaville

Tél : 06 989 89 93 / 05 070 49 49 · Email : 242atelier5@gmail.com

@atelier5_242 | @atelier5 | @instituteatelier5

LUXEMBOURG

Un sommet consacré au développement des talents entre l'Europe et l'Afrique

Par communiqué de presse, l'Africa Talent Summit Luxembourg (ATSL), nouvelle plateforme internationale consacrée au développement du capital humain, annonce qu'elle tiendra sa première édition les 5 et 6 novembre prochain au European Convention Center Luxembourg (ECCL).

La rencontre ambitionne de renforcer le dialogue et la coopération entre l'Europe et l'Afrique autour des questions liées aux compétences, à l'employabilité, à l'investissement, à la philanthropie et au développement économique.

Des représentants d'institutions européennes et africaines, de gouvernements, d'organisations internationales, de fondations, d'entreprises, d'investisseurs et d'universités sont attendus à cette rencontre. Des membres des diasporas africaines ainsi que des experts internationaux participeront également aux travaux.

Cinq axes au centre des échanges

L'Africa Talent Summit Luxembourg entend répondre aux nouveaux défis liés à la transformation économique du continent africain et aux transitions numérique, énergétique et démographique. Les organisateurs estiment que ces mutations nécessitent de nouvelles approches en matière de formation et de développement des compétences. «Notre ambition est de faire de Luxembourg un carrefour permanent entre les décideurs européens et africains, au service du développement du capital humain et de la compétitivité des écosystèmes africains », a déclaré le fondateur et président de l'ATSL, Trésor Botembe. Les travaux du sommet s'articuleront sur cinq principaux axes : le développement des compétences, l'employabilité et la formation professionnelle ; l'investissement dans le capital humain et le financement du développement ; la coopération économique et les partenariats entre l'Europe et l'Afrique ; la mobilisation



des diasporas africaines comme acteurs du développement ainsi que la philanthropie, l'innovation sociale et le financement à impact. Ces thématiques seront abordées à travers des conférences, des tables rondes, des ateliers collaboratifs, des rencontres entre entreprises et des séances de réseautage.

Une initiative issue de dialogues nationaux

La préparation du sommet s'appuie sur des échanges engagés avec différents partenaires institutionnels à travers plusieurs pays africains. Des dialogues nationaux ont notamment été organisés au Maroc, au Gabon, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Mali, au Bénin, en République démocratique du Congo et au Cameroun. Selon les organisateurs, ces consultations ont permis d'identifier les principales priorités et de construire les axes de travail qui seront soumis aux participants du sommet. Au-delà de la tenue d'un rendez-vous annuel, l'ATSL prévoit également de produire des analyses, des rapports thématiques et des recommanda-

tions destinés à contribuer aux politiques publiques et aux stratégies des organisations intervenant dans le domaine du développement des compétences.

L'initiative se veut ainsi une plateforme permanente de dialogue et de production de connaissances entre les différents acteurs engagés dans les relations Europe-Afrique.

Une plateforme portée par Solution Talenteed

L'Africa Talent Summit Luxembourg est une initiative portée et organisée par Solution Talenteed. Elle vise à rapprocher les acteurs publics, privés et institutionnels autour des enjeux de compétences, d'employabilité, d'investissement, de philanthropie et de développement économique. À travers ce rendez-vous annuel, ses promoteurs souhaitent favoriser la création de partenariats durables entre les deux continents et faire émerger des recommandations susceptibles de contribuer au développement du capital humain en Afrique.

Marie Alfred Ngoma

SPIRITUALITÉ AFRICAINE

Lemba trace la voie d'un réveil

Dans le but de sensibiliser la société africaine à la nécessité d'un retour aux spiritualités traditionnelles, l'Ordre initiatique Lemba (OIL) organisera le 26 septembre à la Maison russe de Brazzaville une conférence publique sur le thème « La révolution spirituelle africaine et ses implications globales ».

L'Ordre initiatique Lemba se définit comme une « école d'enseignement spirituel et social » héritière de sagesse ancestrales remontant à plusieurs millénaires. L'organisation indique vouloir « ramener au monde africain le savoir ancien longtemps mis à l'écart et diabolisé », et permettre à tout Africain de se réapproprier cette sagesse primordiale authentique.

Cette conférence aura pour objectif de sensibiliser le peuple africain à l'urgence de se réapproprier leurs identités spirituelles. « *Aucun peuple ne peut se développer avec une culture ou une spiritualité d'emprunt. Tant que nous restons sous l'influence de modèles étrangers, nous demeu-*



rons des exécutants sans conscience, manipulés par ceux qui détiennent les clés des énergies qui régissent notre vie », a déclaré Mbuta Nzit'U-Swa, chargé des relations avec les médias dans l'association. Ce retour au source est présenté comme un acte de libération d'incarner un type de citoyen africain libre, digne et débarrassé des complexes hérités de la colonisation.

La rencontre s'inscrit dans une série de conférences mensuelles organisées par l'OIL, qui se poursuivront jusqu'en 2027. Ces assises visent à préparer le congrès panafricain des initiés des traditions africaines, prévu à Brazzaville pour août 2027. « *Nous voulons faire de notre pays le cœur battant de ce retour en force de la spiritualité africaine* », a insisté le représentant de l'OIL.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

SORTIE OFFICIELLE DU CLIP

L'artiste talentueux Beny Ewolo nous annonce la sortie officielle de son nouveau clip intitulé « **Olomi** », qui sera totalement disponible ce samedi 12 septembre 2026 à partir de 18 h sur sa chaîne YouTube. Retrouvez également le single en intégralité sur toutes les plateformes.

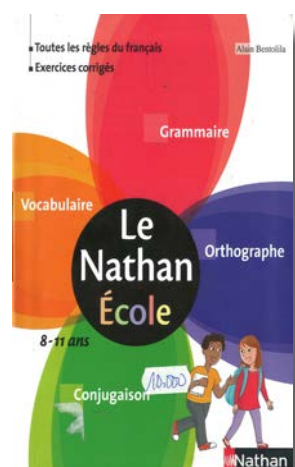
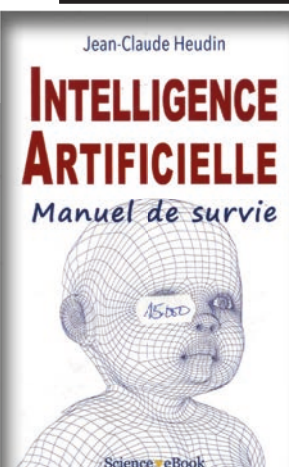
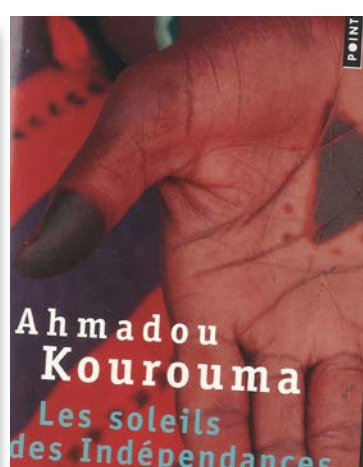
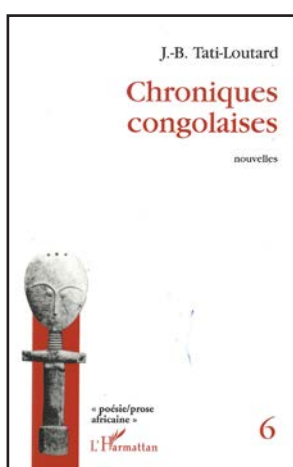
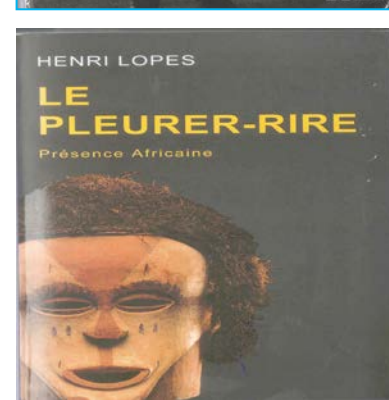
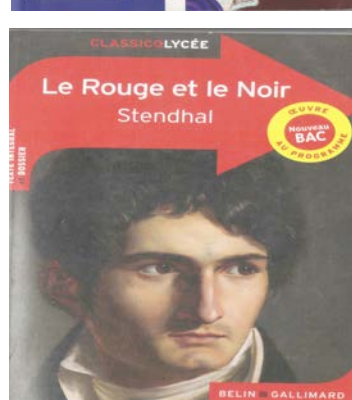
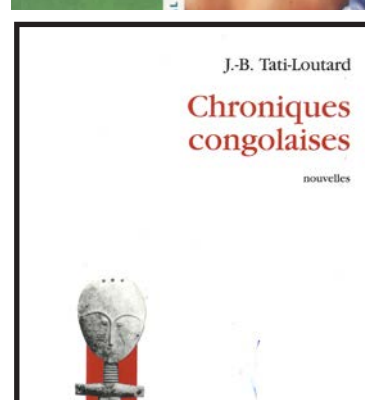
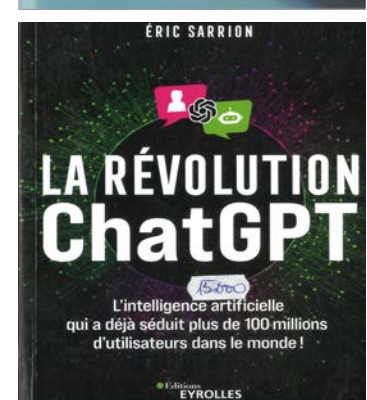
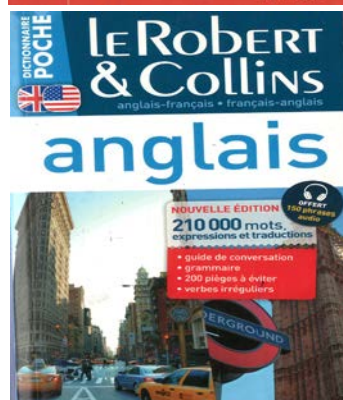
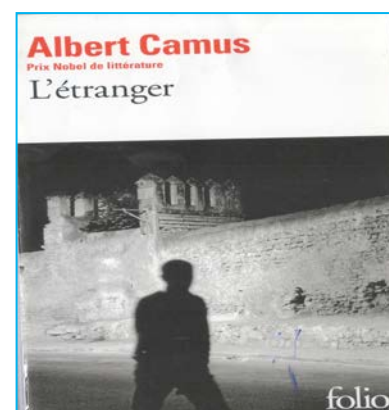
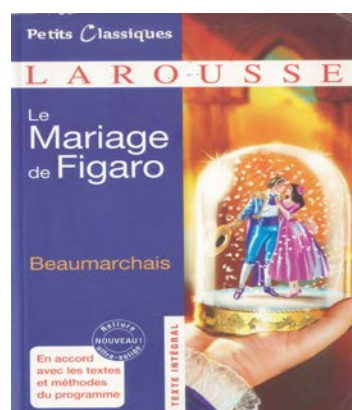
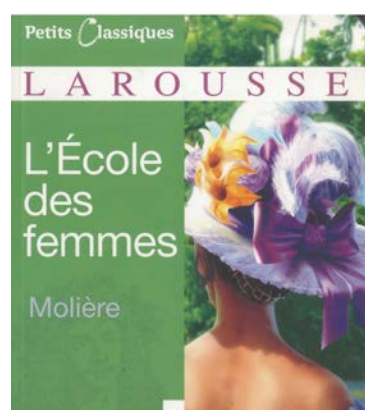
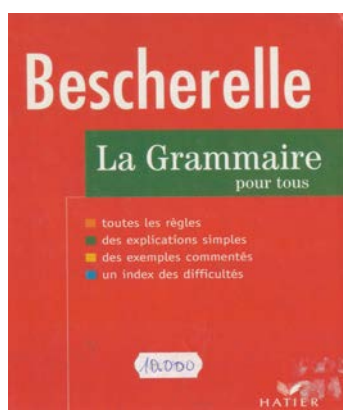
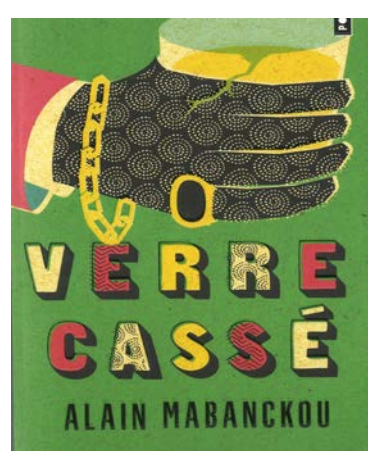
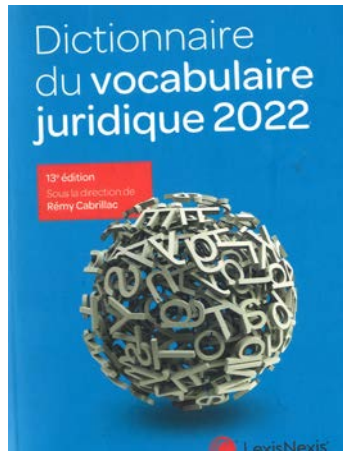


CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Okoukou Itsamini Aziss Mavrely Jobert.
Je désire désormais être appelé Okoukou Aziss Mavrely Jobert.
Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.



NOUVEL ARRIVAGE DES LIVRES EN VENTE À LA LIBRAIRIE «LES MANGUIERS»



UN ESPACE DE VENTE UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA LITTÉRATURE CLASSIQUE

AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL POUR VOS MANIFESTATIONS

- ✓ Présentation des ouvrages
- ✓ Conférences-débats
- ✓ Dédicaces
- ✓ Émissions Télévisées
- ✓ Ateliers de lecture et d'écriture



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS



HORAIRES
D'OUVERTURE

Du lundi au
vendredi 9H-17H

Samedi 9H-13H

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'Unesco veut limiter les risques pour l'apprentissage à l'école

Des ministres de l'Éducation, experts et enseignants, réunis du 8 au 11 septembre à Paris, examinent les effets de l'intelligence artificielle (IA) sur les systèmes éducatifs. À travers la Semaine de l'apprentissage numérique 2026, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) entend notamment renforcer les garde-fous pour garantir un usage sûr, éthique et inclusif de l'IA.

L'IA s'impose progressivement dans les salles de classe et transforme les pratiques d'enseignement et d'apprentissage. Face à cette évolution, l'Unesco entend renforcer la réflexion internationale sur les conditions d'un recours responsable à ces technologies dans le secteur éducatif. Au siège de l'organisation, à Paris, plus de 1 000 participants débattent des dernières évolutions de l'IA et de leurs conséquences sur l'avenir de l'éducation.

Cette rencontre annuelle, consacrée en 2026 au thème « L'éducation à l'ère de l'IA : faits, frictions, frontières », doit notamment aboutir à l'adoption d'une déclaration ministérielle conjointe sur la préservation de l'éducation. Plus de 25 ministres de

l'Éducation sont attendus pour peaufiner la déclaration destinée à réaffirmer le caractère de bien commun de l'éducation à l'ère de l'IA.

Les travaux portent sur trois grandes problématiques majeures : la première concerne la notion de fait à l'ère des connaissances synthétiques, alors que les outils d'IA générative sont capables de produire rapidement des textes, des images et d'autres contenus susceptibles de modifier le rapport des apprenants à l'information. La deuxième porte sur les tensions provoquées par l'introduction de l'IA dans les systèmes éducatifs. L'objectif est notamment d'interroger son impact sur les méthodes pédagogiques, les compétences des enseignants,

l'autonomie des élèves et la relation entre enseignants et apprenants. Le troisième axe concerne les nouvelles frontières de l'IA dans l'éducation, notamment son utilisation au service de l'intérêt général, la souveraineté numérique, ainsi que le recours à des approches analogiques et à des solutions développées au niveau des communautés locales.

À l'occasion de cette semaine, l'Unesco prévoit également de publier un recueil de notes d'orientation consacré à l'IA et à l'éducation. Ces documents abordent entre autres la gouvernance de la sûreté de l'IA, les questions de souveraineté numérique, les mécanismes d'acquisition des technologies, les modèles de coûts ainsi que l'adap-

tation de leur utilisation à l'âge des apprenants. L'organisation doit par ailleurs présenter de nouvelles données issues de son enquête annuelle menée auprès de son réseau de Chaires dans le monde. Ces travaux permettront d'identifier les principales tendances liées à l'utilisation de l'IA dans l'enseignement supérieur.

La question des effets de l'IA sur l'apprentissage humain figure parmi les principaux sujets de la rencontre. Les participants sont notamment appelés à examiner les possibilités offertes par ces outils, mais aussi les risques qu'ils peuvent faire peser sur les processus d'acquisition des connaissances et le développement de l'esprit critique. L'Unesco défend ainsi une approche

dans laquelle l'IA doit compléter l'expertise des enseignants plutôt que s'y substituer. Son utilisation doit, selon l'agence onusienne, respecter les normes éthiques et les objectifs éducatifs.

Cette réflexion s'inscrit dans un travail engagé depuis plusieurs années par l'Unesco. En 2023, l'Organisation a publié ses premières orientations sur l'IA générative dans l'éducation et la recherche. Un an après, elle a également élaboré deux référentiels de compétences en IA destinés respectivement aux élèves et aux enseignants. Ces outils visent à favoriser une utilisation sûre, éthique, inclusive et responsable de l'IA dans les environnements éducatifs.

Fiacre Kombo

23^{ÈME} SESSION ORDINAIRE DU COMITÉ DE PILOTAGE DU PREF-CEMAC

« Le taux d'exécution des mesures prescrites par les Chefs d'Etat de la CEMAC lors de leur sommet du 22 janvier 2026 relevant des politiques budgétaires, s'établit à 41,7 % au deuxième trimestre 2026 contre 34,1 % au premier trimestre 2026 ».

Vendredi 28 août 2026, Christian Yoka, Ministre des finances, du budget et du portefeuille public (République du Congo), a présidé les travaux par visioconférence de la 23^{ème} session ordinaire du Comité de Pilotage (COPIL), du Programme des Réformes Economiques et Financières de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (PREF-CEMAC). Étaient présents, les Ministres membres statutaires du COPIL, le Président de la commission de la CEMAC et les autres Premiers Responsables des institutions communautaires.



Christian Yoka, Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public

Dans son allocution d'ouverture, Christian Yoka, Président du COPIL du PREF-CEMAC, a souligné que « le résultat de cette évaluation montre, sept mois après, le Sommet des Chefs d'Etat, réunis à Brazzaville le 22 janvier 2026, une amélioration de la dynamique de mise en œuvre des mesures de court terme. Au niveau des États membres, le taux d'exécution des mesures relevant des politiques budgétaires s'établit à 41,7 % contre 34,1 % au premier trimestre 2026.

Au niveau des institutions communautaires, notamment, la BEAC et la COBAC, le taux de réalisation des mesures relatives à la politique monétaire et au système financier a atteint 26,3 % contre 10,5 % au premier trimestre ».

Ces progrès sont notamment liés à « la digitalisation des finances publiques, à travers la dématérialisation des procédures administratives, douanières et fiscales, à l'accélération de la mise en œuvre du Compte Unique du Trésor (CUT) et à l'ali-

gnement de la politique monétaire sur ses missions fondamentales, ainsi qu'au renforcement du rôle de la COBAC.

Ces avancées sont encourageantes. Elles doivent, toutefois, nous conduire, non pas à relâcher nos efforts, mais au contraire à les intensifier. En effet, avec un taux d'exécution effectif de 18,9 % à fin 2025, pour une cible normative de 58,1 %, le PREF-CEMAC accuse encore un retard important dans la mise en œuvre de sa matrice de réformes.

Ce constat appelle à une prise de conscience collective, et surtout une accélération résolue de l'exécution des réformes prioritaires. Cette exigence, est d'autant, plus forte, que notre communauté évolue dans un environnement macroéconomique contrasté », a-t-il souligné.



Baltasar Engonga Edjo'o, Président de la commission de la CEMAC

« Ainsi, en 2026, la croissance économique resterait positive mais ralentirait légèrement à 3,2 % contre 3,4 % en 2025. L'inflation progresserait modérément à 2,4 % contre 2,1 % en 2025, tout en demeurant en dessous de la norme communautaire de 3 %. Dans le même temps,

la position extérieure se consoliderait avec des réserves de change représentant 4,72 mois d'importations contre 4,12 mois en 2025 », a déclaré l'autorité monétaire.

Les travaux de la 23^{ème} session ordinaire du COPIL du PREF-CEMAC font suite à la réunion de la Cellule de suivi qui a lieu les 24 et 25 août 2026. Ils ont porté entre autres sur l'adoption du Rapport de suivi-évaluation du 2^{ème} trimestre 2026, des 10 mesures prescrites par les Chefs d'Etat de la CEMAC. Cette session a réuni les Ministres de l'Économie et des Finances des États membres de la CEMAC, le Président de la Commission de la CEMAC, le Gouverneur de la BEAC, le Président de la BDEAC, les premiers responsables des organes et institutions communautaires, ainsi que des représentants des Partenaires techniques et financiers (PTF).

Le Secrétariat Technique du PREF-CEMAC

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE
DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE
ET DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE
CABINET

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité – Travail – Progrès

N° 001-26/MSSPSSN/CAB

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

(Large diffusion)

Le ministère de la sécurité sociale, de la prévoyance sociale et de la solidarité nationale informe les cabinets d'études, bureaux d'études ou consultants spécialisés, du lancement, par la Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES), organisation régionale, chargée du contrôle et de l'appui technique aux organismes de prévoyance sociale (OPS) qui regroupe dix-huit (18) Etats membres, d'un appel d'offres international en vue de la sélection d'un prestataire, personne morale devant réaliser l'audit institutionnel et fonctionnel de la conférence.

Le présent appel d'offres a pour objet, la sélection des cabinets disposant des compétences techniques, de l'expérience et des références nécessaires pour réaliser cet audit.

Les termes de référence contenant le dossier d'appel d'offres et le cahier de charges peuvent être téléchargés dans la partie documentation du site internet de la CIPRES (www.lacipres.org) à partir du 07 août 2026.

Les offres rédigées conformément au cahier de charges, doivent être déposées au plus tard, le 21 septembre 2026 à 12 heures GMT à l'adresse suivante :

Conférence interafricaine de la prévoyance sociale (CIPRES)

Quartier Atchanté, Cité OUA LOME 2,

En face du CHU CAMPUS,

Derrière la Pharmacie Univers Santé,

Boite postale : IBP 1228 LOME 1-TOGO,

Email : cipres@lacipres.org

Tél : 00228 22 26 17 94 / 00228 22 26 20 45,

Moyennant le paiement d'une somme non remboursable de cent mille (100.000) f CFA ou cent cinquante-trois (153) Euros par virement à Ecobank-TOGO sur le compte référencé ci-après :

-Intitulé du compte : CIPRES

-Code Swift : ECOCTGTG

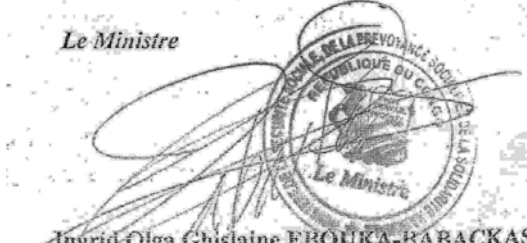
-Numéro de compte : 140036455002

-Clé RIB : 88

-IBAN : TG05501700114003645500288

La direction générale de la sécurité sociale est chargée de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer une large diffusion du présent appel d'offres par voie d'affichage, de publication sur les supports institutionnels et, le cas échéant, par voie de presse et sur les plateformes numériques officielles.

Pour toute information complémentaire, les candidats peuvent s'adresser à cette direction générale, située au 4ème étage du bâtiment du ministère en charge de la justice.

Fait à Brazzaville, le 31 AOUT 2026
Le Ministre

Ingrid Olga Ghislaine EBOUKA-BABACKAS

° 002-26/MSSPSSN/CAB

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

(Large diffusion)

Le ministère de la sécurité sociale, de la prévoyance sociale et de la solidarité nationale informe les cabinets d'études, bureaux d'études ou consultants spécialisés, du lancement, par la Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES), organisation régionale, chargée du contrôle et de l'appui technique aux organismes de prévoyance sociale (OPS) qui regroupe dix-huit (18) Etats membres, d'un appel d'offres international en vue de la sélection d'un prestataire, personne morale devant procéder à l'actualisation du manuel de procédures administratives, financières et comptables.

Le présent appel d'offres a pour objet, la sélection des cabinets disposant des compétences techniques, de l'expérience et des références nécessaires pour procéder à l'actualisation du manuel de procédures administratives, financières et comptables.

Les termes de référence contenant le dossier d'appel d'offres et le cahier de charges peuvent être téléchargés dans la partie documentation du site internet de la CIPRES (www.lacipres.org) à partir du 07 août 2026.

Les offres rédigées conformément au cahier de charges, doivent être déposées au plus tard, le 21 septembre 2026 à 12 heures GMT à l'adresse suivante :

Conférence interafricaine de la prévoyance sociale (CIPRES)

Quartier Atchanté, Cité OUA LOME 2,

En face du CHU CAMPUS,

Derrière la Pharmacie Univers Santé,

Boite postale : IBP 1228 LOME 1-TOGO,

Email : cipres@lacipres.org

Tél : 00228 22 26 17 94 / 00228 22 26 20 45,

Moyennant le paiement d'une somme non remboursable de cent mille (100.000) f CFA ou cent cinquante-trois (153) Euros par virement à Ecobank-TOGO sur le compte référencé ci-après :

-Intitulé du compte : CIPRES

-Code Swift : ECOCTGTG

-Numéro de compte : 140036455002

-Clé RIB : 88

-IBAN : TG05501700114003645500288

La direction générale de la sécurité sociale est chargée de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer une large diffusion du présent appel d'offres par voie d'affichage, de publication sur les supports institutionnels et, le cas échéant, par voie de presse et sur les plateformes numériques officielles.

Pour toute information complémentaire, les candidats peuvent s'adresser à cette direction générale, située au 4ème étage du bâtiment du ministère en charge de la justice.

Fait à Brazzaville, le 31 AOUT 2026
Le Ministre

Ingrid Olga Ghislaine EBOUKA-BABACKAS

CONFEJES

Le Pr Brice Arsène Mankou nommé membre du conseil scientifique

À l’orée de la rentrée scolaire et universitaire, la République du Congo reçoit, une fois de plus, les honneurs de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (Confejes), dont la secrétaire générale, Louissette-Renée Thobi Etame Ndedi, vient de nommer le Pr Brice Arsène Mankou comme expert et membre du prestigieux conseil scientifique de cette institution.

Au sein de ce conseil scientifique, le professeur aura pour missions, entre autres, d’organiser avec ses collègues à Paris un colloque sur les territoires du sport et de la jeunesse, qui aura lieu les 29 et 30 octobre, prélude aux Jeux olympiques de Dakar qui se tiendront du 31 octobre au 13 novembre 2026. Il s’agit des premiers jeux qui vont se dérouler sur le sol africain. Le Franco-Congolais est aussi attendu à Dakar, du 7 au 8 octobre prochain, dans le cadre d’un colloque international portant sur le thème « Sport, éducation, jeunesse et loisirs : regards croisés sur les Jeux africains de la jeunesse, Dakar 2026 ». Il présentera, à l’université Cheick Anta Diop, une communication scientifique intitulée « *Sport féminin et inclusion sociale : le poids des traditions et des religions dans les pratiques sportives féminines en Afrique* ».

Titulaire d’une chaire sur les mobilités francophones à l’université d’Ottawa, au Canada, ce professeur de sociologie entend, cette année, collaborer avec sa collègue, Stéphanie Gaudet, nommée récemment à la tête de la Chaire de recherche en francophonie canadienne sur la participation citoyenne des jeunes du Collège desdites chaires sur le monde francophone . Cet été, il a mis à profit son séjour estival au Canada pour Apollinaire Aya, ambassadeur du Congo au Canada et coordonnateur du Groupe des ambassadrices et ambassadeurs francophones d’Ottawa, pour évoquer les projets universitaires Canada - République du Congo pouvant déboucher sur des partenariats avec les universités congolaises dans le cadre de la Francophonie. Dès



Le Pr Brice Arsène Mankou

la rentrée académique, le professeur Brice Arsène Mankou entend dynamiser ces partenariats entre les universités canadiennes et congolaises par des codiplomation, des cotutelles de thèses et des mobilités entre enseignants-chercheurs canadiens et congolais. L’année dernière, avec l’appui financier de l’Agence universitaire francophone et l’Institut de recherches de développement (IRD), il a coanimé, avec le professeur Bienvenu Boudimbou, un atelier sur l’encadrement doctoral avec les collègues enseignants-chercheurs des universités Marien-Ngouabi et Denis-Sassou-N’Guesso. Notons que la Confejes a pour mission d’exécuter les décisions ministérielles et de piloter les axes de coopération dans le domaine de la jeunesse et des sports de l’espace francophone.

Marie Alfred Ngoma

MINISTERE DES HYDROCARBURES

Financement : Budget de l’Etat 2026

Avis d’Appel d’Offres (AAO F-DC 003/MHC/26)

Appel d’Offres N° : F-DC 003/MHC/26

Acquisition des équipements techniques pour le suivi et le contrôle de la pollution pétrolière (Acquisition du matériel de contrôle biologique)

1.Cet Avis d’appel d’offres fait suite à l’Avis Général de Passation des Marchés paru dans le Bulletin Officiel d’Annonces des Marchés Publics n° 306 du 08 juillet 2026. Le Ministère des Hydrocarbures a obtenu dans le cadre du budget de l’Etat, volet investissement, exercice 2026, des fonds pour financer le projet « Acquisition des équipements techniques pour le suivi et le contrôle de la pollution pétrolière (Acquisition du matériel de contrôle biologique) ».

2.Le Ministère des Hydrocarbures sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour procéder à cette fourniture.

3.La passation des Marchés sera conduite par Appel d’offres National ouvert tel que défini dans le Code des Marchés publics, et ouvert à tous les candidats éligibles.

4.Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Cellule de Gestion des Marchés Publics et prendre connaissance des documents d’appel d’offres, du lundi au vendredi, de 09 heures à 14 heures, à l’adresse ci-après : Ministère des Hydrocarbures Cabinet, Directions rattachées, immeuble ELONGO, derrière le parlement, bureau de la Cellule de gestion des marchés publics, 1ere étage, bureau de Monsieur Constantin TATY, Directeur des études et de la planification Tél : 06 669 23 02 / 04 416 39 93.

5.Les exigences en matière de qualification sont contenues dans le dossier d’appel d’offres.

6.Les candidats intéressés peuvent demander et obtenir le dossier d’Appel d’offres complet en version électronique, à l’adresse mentionnée ci-dessus, contre un paiement en espèces non remboursable de cent vingt- cinq milles (125.000) francs CFA.

7.Les offres devront être soumises à l’adresse ci-dessus mentionnée au plus tard, le 25 septembre 2026, à 12 heures précises.

8.Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l’adresse ci-après : Salle fleuve Congo du Ministère l’Aménagement du Territoire, des Infrastructures et de l’Entretien Routier, le 25 septembre 2026 à 13 Heures précises.

9.Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission.

Fait à Brazzaville le,

Pour la Personne responsable

des marchés publics

P.O, la directrice de cabinet

Nyvia Faïda EBENGA AKIERA.

MINISTERE DES HYDROCARBURES

Financement : Budget de l’Etat 2026

Avis d’Appel d’Offres (AAO F-DC 002/MHC/26)

Appel d’Offres N° : F-DC 002/MHC/26

Acquisition des équipements techniques pour le suivi et le contrôle de la pollution pétrolière (Acquisition du matériel de contrôle physique)

1.Cet Avis d’appel d’offres fait suite à l’Avis Général de Passation des Marchés paru dans le Bulletin Officiel d’Annonces des Marchés Publics n° 306 du 08 juillet 2026. Le Ministère des Hydrocarbures a obtenu dans le cadre du budget de l’Etat, volet investissement, exercice 2026, des fonds pour financer le projet « Acquisition des équipements techniques pour le suivi et le contrôle de la pollution pétrolière (Acquisition du matériel de contrôle physique) ».

2.Le Ministère des Hydrocarbures sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour procéder à cette fourniture.

3.La passation des Marchés sera conduite par Appel d’offres National ouvert tel que défini dans le Code des Marchés publics, et ouvert à tous les candidats éligibles.

4.Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Cellule de Gestion des Marchés Publics et prendre connaissance des documents d’appel d’offres, du lundi au vendredi, de 09 heures à 14 heures, à l’adresse ci-après : Ministère des Hydrocarbures Cabinet, Directions rattachées, immeuble ELONGO, derrière le parlement, bureau de la Cellule de gestion des marchés publics, 1ere étage, bureau de Monsieur Constantin TATY, Directeur des études et de la planification Tél : 06 669 23 02 / 04 416 39 93.

5.Les exigences en matière de qualification sont contenues dans le dossier d’appel d’offres.

6.Les candidats intéressés peuvent demander et obtenir le dossier d’Appel d’offres complet en version électronique, à l’adresse mentionnée ci-dessus, contre un paiement en espèces non remboursable de cent vingt- cinq milles (125.000) francs CFA.

7.Les offres devront être soumises à l’adresse ci-dessus mentionnée au plus tard, le 25 septembre 2026, à 12 heures précises.

8.Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l’adresse ci-après : Salle fleuve Congo du Ministère l’Aménagement du Territoire, des Infrastructures et de l’Entretien Routier, le 25 septembre 2026 à 13 Heures précises.

9.Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission.

Fait à Brazzaville le,

Pour la Personne responsable

des marchés publics

P.O, la directrice de cabinet

Nyvia Faïda EBENGA AKIERA.

FESTIVAL MONDIAL DE LA JEUNESSE 2026

La délégation congolaise attendue en Russie

Neuf jeunes Congolais prendront part au Festival international de la jeunesse, prévu du 11 au 17 septembre à Ekaterinbourg en Russie. Deux d'entre eux ont quitté Brazzaville le 9 septembre, tandis que les sept autres s'envoleront pour le festival ce 11 septembre.

Avant leur départ, la directrice de la Maison russe, Maria Fakhruddinova, les a reçus le 9 septembre dans les locaux de l'espace culturel pour les féliciter, leur prodiguer quelques conseils et leur remettre des drapeaux du Congo, des Maisons russes, à savoir du Congo et du siège principal « Rossotrudnitchestvo » ainsi que du festival. Réunissant 10000 jeunes leaders, dont 5000 internationaux venus de 191 pays, le festival proposera des débats, conférences, activités scientifiques, culturelles et sportives, ainsi que des échanges autour de l'innovation et du numérique.

Pour Maria Fakhruddinova, cette participation de la délégation congolaise constitue une véritable fierté. Ces jeunes sont issus de profils variés, notamment de la société civile, des sciences, du journalisme et des arts. Parmi eux figurent des lauréats de concours initiés par la Maison russe autour de la rumba congolaise et du slam. L'artiste Mirta Jolivet, lauréate du concours « Rumba na bilenge », re-



Les nouveaux et l'ancien participants au festival mondial de la jeunesse posant avec la directrice de la Maison russe au terme d'un moment d'échanges/Adiac

présentera en particulier la culture congolaise à travers des prestations sur le stand de la Maison russe. Elle interprétera des chansons de rumba, dont « Kimia », une œuvre portant un message de paix. « Je les conseille d'être ou-

verts vers différentes cultures, de maximiser ce temps pour faire connaissance et établir de nouvelles relations », a exhorté Maria Fakhruddinova qui a pu participer à ce festival, dans son pays, en tant que bénévole. Elle encourage

également les jeunes à valoriser le Congo à travers leurs tenues traditionnelles, leurs langues, leur culture et les partages sur les réseaux sociaux.

Parmi les participants figure également Randhall Josnille M'pamba

Massaka, chercheuse en science de la santé et entrepreneure. Sélectionnée après un processus compétitif, elle entend présenter un Congo riche de ses ressources naturelles, de son patrimoine et de sa diversité culturelle. « Ce que j'attends, c'est de trouver d'autres personnes avec qui je peux travailler, développer des coopérations internationales et ramener des opportunités ici chez nous », a-t-elle confié.

Ancien participant au festival, Okala Etouna Chancel, enseignant de russe et chef du département de langues slaves au ministère des Affaires étrangères, garde un souvenir enthousiaste de son séjour à Sotchi en 2017. Il évoque « un véritable moment d'échanges et de découverte avec d'autres cultures et nationalités » et insiste sur l'importance du bilinguisme. Son conseil aux nouveaux participants : « N'oubliez pas d'apporter un cadeau du Congo aux organisateurs ».

Merveille Jessica Atipo

CONCOURS PHOTOS

Des photographes appelés à participer

Dans le cadre de la onzième édition de Focal d'Afrique (rencontre internationale de la photographie de Ouagadougou) qui se déroulera, du 6 au 9 novembre, à Ouagadougou au Burkina Faso.



L'association Pixel 24 lance un concours de photographie sur le thème « La photographie sur les traces de nos us et coutumes, mémoire et transmission ». L'appel à l'inscription est ouvert du 1er septembre au 15 octobre pour tous les photographes professionnels résidents ou non au Burkina Faso. Les éléments à fournir sont les suivants : une note d'intention de participation en lien avec la thématique (environ 200 mots) ; une courte biographie du photographe. Ces éléments seront envoyés au plus tard le 15 octobre à cette adresse mail : focalafriqueouaga@gmail.com.

Les œuvres en compétition doivent avoir une qualité technique requise, être originales et esthétiques, être en rapport avec le thème de l'édition, être en format TIF ou JPEG (300 dpi minimum, en noir et blanc ou en couleur).

Outre le concours photos, le Pixel 24 organise également une formation photos, une exposition, un panel sur le thème, des rencontres professionnelles, rue marchand.

Tout participant ou participante à l'exposition photos hors compétition est libre de choisir son thème, les œuvres soumises seront à l'appréciation du comité d'organisation.

Rosalie Tsiankolela Bindika

CHAMPIONNATS NATIONAUX DE VOLLEYBALL

Interclub et la DGSP sacrés

La 37e édition chez les seniors messieurs et la 31e chez les seniors dames, qui se sont achevées le 5 septembre, ont vu l'Interclub l'emporter chez les messieurs pendant que la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP) survolait la compétition chez les dames.



L'Interclub s'est imposé en finale masculine au tie-break devant la DGSP sur un score de trois sets à deux. Lors des demi-finales, l'Interclub avait battu AS Gendarmerie de Pointe-Noire sur le score de trois sets à zéro puis la DGSP avait pris le meilleur sur VC Dragon sur ce score identique avant que l'AS Gendarmerie de Pointe-Noire ne complète le podium masculin devant VC Dragon. Pour n'avoir pas réussi à atteindre le dernier carré, VC JCM de Brazzaville, Inter de Pointe-Noire, Interclub de Nkayi et Renaissance de

Brazzaville ont respectivement occupé les quatre dernières places.

Chez les dames, la DGSP a pris sa revanche sur Interclub sur un score large de trois sets à zéro. Kinda Odzoho a occupé la troisième place.

Jean Claude Mopita, président de la Fédération congolaise de volleyball (Fécovo), a salué l'organisation des ces championnats nationaux, lançant par la même occasion l'appel aux sponsors. La Fécovo ayant, d'après lui, jouer déjà sa partition. « Au niveau de notre fédération, la

L'Interclub champion en version masculine/DR volonté de multiplier ou d'intensifier les compétitions aux fins d'élever sans cesse le niveau y est vraiment. Malheureusement nous sommes très limités par le manque de partenaires susceptibles de nous accompagner comme nous le souhaitons », a-t-il déclaré.

Les équipes consacrées, a-t-il souhaité, doivent vite se mettre au travail pour préparer les championnats d'Afrique de la zone 4 qualificatifs aux championnats d'Afrique des clubs qui se joueront l'année prochaine.

James Golden Eloué

MAINTENANCE ROUTIÈRE

Renforcement des compétences des agents municipaux

Le séminaire de formation consacré à la maintenance des voiries urbaines, organisé au profit des agents municipaux de la ville océane avec l'appui de l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica), a pris fin le 4 septembre dans la capitale économique.

La cérémonie de clôture a été présidée par le premier vice-maire de Pointe-Noire, Louis Gabriel Missatou, représentant le maire Évelyne Tchitchelle empêchée. Pendant cinq jours, les participants ont été outillés sur les techniques d'inspection routière, l'identification des pathologies des chaussées ainsi que les méthodes de maintenance préventive et curative.

La formation a également porté sur l'utilisation, l'entretien et la maintenance des engins et équipements récemment mis à la disposition des services municipaux dans le cadre de la coopération avec le Japon.

Pour les participants, cette session a permis de renforcer leurs connaissances et d'améliorer leurs pratiques professionnelles. « Ce séminaire s'est bien déroulé et a été très bénéfique. À travers les différentes activités, nous avons pu acquérir de nouvelles compétences, notamment en matière d'inspection routière et d'identification des pathologies des chaussées », a témoigné l'un d'eux.

Un autre participant a insisté sur la nécessité de procéder régulièrement à l'inspection du réseau routier afin de mieux programmer les interventions. Ces nouvelles compétences devraient,



Louis Gabriel Missatou, premier vice-maire à la clôture du séminaire/Adiac

selon lui, permettre aux équipes municipales d'améliorer la planification et l'exécution des travaux de maintenance des voiries urbaines.

Les échanges ont, par ailleurs, mis l'accent sur le bon fonctionnement des engins et équipements réceptionnés grâce à l'appui japonais. « Notre souhait est d'améliorer notre façon de travailler afin d'être plus efficaces sur le terrain. C'est avant tout au bénéfice de la population et dans l'intérêt de la mairie », a-t-il souligné.

Clôture des travaux, le premier

vice-maire Louis Gabriel Missatou a salué l'engagement des agents municipaux ainsi que la qualité du travail accompli par les formateurs. Il a remercié les participants pour leur implication dans cette session placée sous le signe du partage d'expériences. Il a également exprimé la reconnaissance de la municipalité de Pointe-Noire au gouvernement japonais et à la Jica pour leur accompagnement en faveur du renforcement des capacités des collectivités locales congolaises. « Au nom de Madame le maire, nous tenons of-

ficiellement à vous remercier pour cette formation qui vient renforcer les capacités de nos agents dans la maintenance des voiries urbaines de Pointe-Noire », a déclaré Louis Gabriel Missatou.

Évoquant les équipements déjà réceptionnés, le premier vice-maire a indiqué que ces engins sont désormais utilisés sur le terrain pour contribuer à l'entretien des infrastructures routières, notamment dans le centre-ville. Pour la municipalité, le partenariat avec le Japon et la Jica constitue un levier pour amé-

liorer durablement les services municipaux et accompagner la modernisation de l'administration locale.

La cérémonie s'est achevée par la remise des diplômes de participation aux agents de la Direction technique urbaine et de la Direction de la maintenance et de la logistique technique. Cette session de formation s'inscrit dans la volonté de la municipalité de Pointe-Noire de renforcer les capacités de son personnel et d'améliorer la qualité des services offerts à la population.

Marie Alfred Ngoma

BASKET-BALL

Asos va à nouveau réunir la jeunesse de Dolisie

L'Association sportive et des œuvres sociales (Asos) organise, le 26 septembre, au stade Cheminots de Dolisie, dans le département du Niari, la saison 8 de Street Contest, un tournoi de basket-ball réservé aux jeunes de moins de 20 ans.

L'Asos fait du sport un levier d'éducation, de cohésion sociale et d'opportunités pour la jeunesse congolaise. Pendant plus de 20 ans, l'Asos réunit à travers ce rendez-vous populaire les jeunes, les familles et les acteurs locaux autour du basket-ball, qui devient pour la circonstance un outil de cohésion sociale, de fraternité et de solidarité. Pour Abi Bamanga, président d'Asos, ce rendez-vous annuel de cohésion juvénile a un impact local puisqu'il favorise la transmission des valeurs comme le respect, la discipline, la fraternité, le dépassement de soi et l'esprit d'équipe. « Notre ambition est de structurer et développer l'initiative



à Dolisie, Pointe-Noire, Brazzaville puis au-delà. Notre mission est de favoriser l'épanouissement de la jeunesse congolaise par le sport, la culture et l'éducation ». Selon le président

d'Asos, l'association a aussi comme dessein de créer des espaces positifs et structurés pour la jeunesse, favoriser l'inclusion, la cohésion sociale et le vivre-ensemble par le sport, repérer, encourager



et accompagner les jeunes talents, créer des passerelles entre sport, culture, éducation et citoyenneté. Le 26 septembre, Asos s'apprête à organiser la Street Contest-Saison 8 au ter-

rain du CFCO à Dolisie. Le tournoi de basketball, les concours et animations diverses seront au programme avec toujours la même ambition affichée : faire de cette 8e saison un rendez-vous encore plus structuré, visible et utile à la jeunesse de Dolisie. Créée en 2004, l'Asos est une structure apolitique à but non lucratif active entre l'Europe et le Congo. Ses objectifs s'articulent sur l'idée de rassembler la jeunesse autour de la compétition, du fair-play et de l'esprit d'équipe. Sa mission est de favoriser l'épanouissement de la jeunesse congolaise par le sport, la culture et l'éducation.

Hervé Brice Mampouya

SOMMET INTERNATIONAL SUR L'ESPACE

Denis Sassou N'Guesso fait entrer le Bassin du Congo dans l'ère spatiale

À Paris, le président congolais veut faire de l'espace un outil de développement, de connaissance des territoires, de préservation du patrimoine écologique et de consolidation de la paix en Afrique.

« L'espace n'est plus un horizon lointain. Il est devenu une plateforme essentielle de notre développement, de notre sécurité et de notre avenir ». Depuis le Grand palais de Paris, Denis Sassou N'Guesso a donné, le 10 septembre, une dimension résolument stratégique au débat africain sur l'espace. Invité de la table ronde de haut niveau « African leaders' vision for space », le président congolais a défendu une approche fondée sur une idée centrale : l'Afrique doit transformer les technologies spatiales en instruments concrets au service de son développement et de sa souveraineté. Pour Brazzaville, cette ambition prend une résonance particulière avec le Bassin du Congo, patrimoine écologique majeur et régulateur du climat mondial. L'observation satellitaire doit permettre de mieux connaître cet espace, d'en surveiller les écosystèmes, d'anticiper les risques et de renforcer les politiques de préservation.

Le Bassin du Congo comme laboratoire spatial africain

Denis Sassou N'Guesso a ainsi plaidé pour la mise en place de capacités permettant aux Africains de produire, traiter, maîtriser et partager leurs propres données spatiales. Le Congo entend notamment inscrire son futur dispositif spatial dans une logique régionale,



Le président Denis Sassou N'Guesso délivrant son message DR

en articulation avec l'Agence spatiale africaine créée par l'Union africaine. L'objectif dépasse la seule acquisition de technologies : il s'agit de développer des compétences, de former des spécialistes et de construire progressivement une véritable expertise africaine. Cette maîtrise des données répond également à des impératifs de sécurité. Avec ses immenses territoires et ses nombreuses frontières, l'Afrique doit pouvoir améliorer la connaissance de ses

espaces, prévenir les incidents, mieux gérer ses frontières et anticiper les crises.

Partager plutôt que dépendre

Le message de Brazzaville est aussi celui de la coopération. Pour le président congolais, l'Afrique ne peut durablement rester une simple utilisatrice de technologies conçues et contrôlées ailleurs. Il appelle donc à une coopération internationale fondée sur le partage des connaissances, le transfert de

compétences, l'accès aux données et le respect du droit international, de la souveraineté des États et de l'intégrité territoriale. Cette approche rejoint les préoccupations exprimées à Paris par Emmanuel Macron autour d'une gouvernance spatiale internationale capable de concilier innovation, coopération et sécurité. Mais le président Sassou N'Guesso y ajoute une priorité africaine : faire en sorte que le développement spatial contribue directement à la réduction des

vulnérabilités du continent.

De la forêt aux étoiles, une bataille de souveraineté

Derrière le discours technologique se dessine donc une question géopolitique : qui contrôlera demain les données permettant de connaître, protéger et sécuriser les territoires africains ? Pour le Congo, la réponse passe par la mutualisation des capacités africaines. Le Bassin du Congo pourrait devenir l'un des premiers terrains d'application d'une telle stratégie : observation de la forêt, suivi climatique, gestion des ressources, prévention des catastrophes, connaissance des territoires et appui à la sécurité. À Paris, Denis Sassou N'Guesso n'a donc pas seulement parlé d'espace. Il a parlé aussi de souveraineté africaine. Son équation est claire : maîtriser les technologies spatiales pour mieux connaître les territoires ; partager les données pour mieux coopérer ; protéger le Bassin du Congo pour contribuer à la préservation de la planète ; et utiliser l'espace comme un instrument de développement et de paix.

Le Congo veut désormais contribuer à cette nouvelle frontière stratégique de l'Afrique : des forêts du Bassin du Congo jusqu'aux orbites terrestres, faire de la connaissance un outil de souveraineté et de paix.

Noël Ndong

TECHNOLOGIES SPATIALES

Le Congo mise sur l'innovation pour accélérer son développement

Au sommet international sur l'espace à Paris, la délégation congolaise est conduite par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Le pays voit dans les technologies spatiales un levier stratégique pour relever plusieurs défis de développement, notamment l'observation des forêts, l'agriculture, les télécommunications ou encore la formation scientifique.

Le spatial constitue désormais un secteur stratégique pour le développement économique, scientifique et environnemental des États. C'est l'un des principaux enseignements du sommet international sur l'espace qui se tient à Paris, où les travaux du 9 septembre ont porté notamment sur la science et l'exploration spatiale, l'économie spatiale mondiale, la régulation des activités spatiales, ainsi que les questions de sécurité, de gouvernance et de défense. Les participants ont insisté sur la nécessité de faire de l'espace un domaine de coopération, de développement et de sécurité.

L'implication des entreprises dans la conception et le lancement des engins spatiaux ouvre de nouvelles perspectives aux pays africains. Selon le ministre congolais des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Constant-Serge Bounda, ces technologies peuvent être mises à contribution

dans plusieurs domaines prioritaires, notamment la surveillance maritime, l'agriculture, l'aménagement du territoire et la gestion des ressources naturelles. L'observation de la Terre permet également de suivre l'évolution des forêts et des phénomènes climatiques. Pour la République du Congo, qui abrite une partie importante du bassin du Congo, l'enjeu revêt une dimension particulière. Le recours aux données satellitaires pourrait notamment contribuer à améliorer la connaissance et la gestion des écosystèmes forestiers. « Nous avons besoin des satellites pour communiquer, notamment dans les zones rurales », a expliqué Constant-Serge Bounda, estimant que ces technologies sont également indispensables pour accompagner les ambitions nationales dans l'agriculture, la surveillance des ressources minières et la protection des forêts.



Les deux ministres congolais visitant des stands DR

Le Congo a rappelé l'importance de la mise en place d'un observatoire des forêts du bassin du Congo. Le recours aux technologies spatiales permettrait de disposer de données fiables nécessaires à une meilleure gestion

de cet important patrimoine environnemental.

L'essor du spatial passe également par le renforcement des compétences nationales. C'est l'une des préoccupations soulevées par le ministre des Postes,

des Télécommunications et de l'Économie numérique, Frédéric Nze. Face à l'évolution rapide des technologies spatiales et de l'intelligence artificielle, le Congo doit éviter de considérer ces domaines comme trop éloignés de ses réalités, a-t-il estimé. Les autorités entendent intégrer davantage les sciences liées au spatial dans les programmes nationaux de formation et de recherche universitaire.

Pour Frédéric Nze, les technologies spatiales ne doivent pas être perçues comme un luxe réservé aux pays développés. Elles peuvent, au contraire, contribuer à apporter des réponses à des problèmes très concrets, notamment dans la gestion des ressources et la planification du développement. « Ce ne sont pas des domaines qui sont loin de nous parce que nous avons des problèmes plus concrets comme l'électricité et l'eau », a-t-il insisté.

Fiacre Kombo